

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-guerre-sans-fin>

La guerre sans fin ?

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : lundi 13 novembre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Entretien avec Claude Serfati

Claude Serfati est maître de conférences des Universités en économie et responsable de l'axe de recherche : Mondialisation, Gouvernance et Développement durable à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines. Il est également membre du conseil scientifique d'ATTAC-France.

Pierre Beaudet

[Alternatives](#). Le 2 novembre 2006.

Il y a toujours eu des guerres. Qu'est-ce qu'il y a de nouveau avec les conflits actuels ? Est-ce qu'il y a un lien entre le néolibéralisme dominant et la prolifération des conflits ?

Comme les autres formations sociales, le capitalisme a toujours été marqué par la violence, mais ceci ne suffit guère à en faire l'analyse. Si on ne peut évacuer la guerre de l'économie, il reste à en analyser les formes singulières et changeantes. Par ailleurs, la guerre n'a évidemment pas perdu son caractère de « continuation de la politique par d'autres moyens ». Le fait original de ces deux dernières décennies, c'est l'absence de solution de continuité entre l'économie et la guerre. L'économie de prédation qui structure, ou en tout cas accompagne ces guerres, est partie prenante de la domination du néolibéralisme et du capital financier. Elle justifie un peu plus l'expression de mondialisation impérialiste.

Depuis la fin de la guerre froide, qu'est-ce qui a changé dans le monde ?

La hiérarchie des États s'est modifiée. La période de guerre froide et de coexistence pacifique a laissé la place à la suprématie militaire des États-Unis. En même temps, la fragmentation des relations internationales a ouvert des espaces pour des pays dont l'ambition régionale est adossée à la croissance de leur rôle économique et dans la plupart des cas, à la détention de l'arme nucléaire ou la volonté de l'acquérir. En bas de l'échelle, les effets économiques et sociaux dévastateurs des politiques d'ajustement ont facilité l'implosion de nombreux États. Entre-temps, de puissants groupes transnationaux interviennent dans l'espace mondial et contribuent à les structurer. Le degré de leur ingérence à l'échelle planétaire sous forme d'aiguillon des conflits armés dépend de leurs liens plus ou moins directs - dans cette catégorie, on doit au moins inclure les groupes du pétrole et des ressources naturelles, de l'énergie, de l'armement - avec le pouvoir militaire de leur pays d'origine.

Que penser des « nouveaux » acteurs non étatiques dans la prolifération des conflits ?

L'émergence d'autres acteurs privés dans le champ militaire et de la sécurité internationale constitue un fait majeur. Les réseaux transnationaux violents sont des institutions qui se développent dans le cadre de la mondialisation, et qui incluent des organisations criminelles transnationales comme des réseaux terroristes. Ces réseaux disposent de moyens technologiques parfois très performants. La dissémination d'armes de destruction massive (nucléaire, bactériologique, chimique) est sans aucun doute en bonne voie, que son point de départ se trouve dans les pays qui les produisent ou dans la rusticité relative de certaines technologies utilisées pour fabriquer ces armes. Il faut aussi constater la privatisation du militaire par l'intermédiaire des sociétés militaires privées. Ces entreprises de mercenaires des temps modernes sont principalement créées aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Les États-Unis devancent quand même tous les autres dans le processus de militarisation ?

Les États-Unis portent une responsabilité particulière dans l'aggravation du militarisme et la multiplication des

guerres à l'ère contemporaine. Ils sont les principaux bénéficiaires de la mondialisation néolibérale et ont renforcé leur dispositif militaire grâce à une augmentation gigantesque (+ 55 %) de leurs budgets militaires depuis 2000-2001, qui est passé de 3,1 % à 4 % de leur PIB entre 2000 et 2001. Leurs dépenses militaires ont représenté en 2006 presque la moitié des dépenses militaires mondiales. Les programmes destinés à la mise au point d'armes sophistiqués bénéficient d'énormes crédits de recherche et développement qui nourrissent l'activité des laboratoires des armées et ceux des grands groupes industriels. Cependant, les guerres menées depuis quelques années par les États-Unis ne doivent pas masquer les conflits qui déchirent de nombreux pays du Sud. Au cours des années 1990, ces guerres se sont multipliées. Ce sont souvent des guerres pour les ressources - car les pays en guerre sont généralement dotés d'immenses ressources naturelles. Elles touchent tout particulièrement le continent africain.

En quoi ces guerres africaines font-elles partie du problème global ?

Les grandes sociétés transnationales oeuvrant dans la production, le transport et le négoce des ressources naturelles y sont très impliquées. En grande partie, la production de ces ressources naturelles est destinée aux marchés des pays développés. Dans le cas du pétrole, il est clair que les pays développés n'ont pas l'intention de remettre en cause un mode de production et de consommation qui repose sur un libre accès à un pétrole bon marché. Les guerres permanentes dans les pays richement dotés en pétrole sur le continent africain impliquent les grands majors pétroliers. Les ressources minérales indispensables à la production de biens manufacturés sont également appropriées dans le cadre d'économies de guerre et exportées vers les pays développés. À titre d'exemple, le cas des « guerres du coltan », un métal nécessaire à la fabrication des condensateurs électroniques a été documenté par des rapports de l'ONU et des ONG qui ont mis en cause la responsabilité des compagnies occidentales dans les guerres meurtrières en République démocratique du Congo. Les connexions sont également étroites entre les ressources naturelles destinées à la consommation des ménages des pays riches (bois d'oeuvre et diamants) dans les guerres au Libéria et Sierra Leone.

Quand le président Bush utilise le concept de « guerre sans fin », est-ce une figure de style pour faire peur aux gens ou est-ce qu'il le pense vraiment ?

Le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, a intitulé son discours de présentation de la Defense Quadriennial Review (2 février 2006) « La longue guerre », qui vise les « terroristes » et les « extrémistes ». La guerre en Irak permet de comprendre pourquoi ce type de guerre sera « longue ». Dans le contexte dans laquelle elle a été conçue et menée, la guerre en Irak ne pouvait pas instaurer un protectorat stable, sauf dans l'imagination textuelle des néoconservateurs. Le chaos était prévisible, et dans une certaine mesure sans doute, il était pris en compte par certaines parties de l'administration américaine. Selon un rapport de l'organisme en charge de la supervision de la reconstruction, près de la moitié des infrastructures de base (réseau électrique, adduction d'eau, systèmes d'épuration) ne sont pas en état de fonctionner comme cela était prévu. Le régime d'occupation qui fonctionne en Irak organise un pillage des ressources qui satisfait, bien entendu, tout ceux qui en sont les bénéficiaires : les groupes pétroliers, ceux des télécommunications, ceux de l'ingénierie (électricité, eau, systèmes d'épuration), sans omettre bien sûr les groupes de l'armement. Elle est accompagnée d'une situation désastreuse des populations. Les centaines de milliards de dollars qui sont dépensés par les États-Unis n'ont rien à voir avec les programmes keynésiens qui furent mis en place à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils ne mettront pas fin au chaos et à la dévastation qui ont été produits par l'invasion vont s'éclipser mais augurent plutôt de la poursuite des prédatations.